

DOCUMENTI IAI

L'ITALIE ET LA MÉDITERRANÉE: DE LA GUERRE FROIDE A AUJOURD'HUI

par Roberto Aliboni

"La politique italienne en Méditerranée de guerre froide à nos jours", in *Géoéconomie*, n° 29 (printemps 2004), pp. 75-87.

IAI0406

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

L'ITALIE ET LA MÉDITERRANÉE: DE LA GUERRE FROIDE A AUJOURD'HUI

par Roberto Aliboni¹

Prologue dans la guerre froide

La politique étrangère de l'Italie après la deuxième guerre mondiale a été caractérisée par sa concentration atlantique et européenne - les mêmes deux axes stratégiques qui d'ailleurs ont influencé la politique étrangère des tous les pays occidentaux, unis par maintes alliances, à la fois militaires, politiques et économiques, dans le but de renforcer le groupement occidental et démocratique par rapport à la menace soviétique. Cependant, comme ses alliés européens, l'Italie a également retenu quelques directions régionales préférentielles.

Pour la Grande Bretagne et la France, ces intérêts régionaux ont été largement dictés par le passé colonial, l'envergure de ces intérêts étant déterminée par la volonté des deux pays de rester des grandes puissances et par les responsabilités qu'objectivement ils retiennent en tant que membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'Allemagne a conduit une "Östpolitik", bien centrale dans sa politique étrangère, strictement liée aux questions naissantes de son partage en deux parties. On pourrait ajouter que l'Espagne est restée liée au Maghreb, et par-là même à la Méditerranée, à cause des péripéties de sa décolonisation et des contentieux retenus par rapport au Maroc. Pour sa part, l'Italie a développé deux politiques régionales qui ont marqué toute la période de la guerre froide: une politique vers la Méditerranée et le Proche Orient et une politique vers l'Europe de l'Est - qui pendant la période dont nous sommes en train de parler comprenait bien l'Union Soviétique dans un cadre élargi de rapports Est-Ouest. Pourquoi l'Italie a-t-elle choisi les deux directions qu'on vient de souligner?

Tandis que par rapport à la Méditerranée le passé colonial italien - ne concernant au fond que la Libye - ne nous donne qu'une réponse très partielle à la question, les rapports avec l'Union Soviétique n'avaient certainement pas suffisamment raison de reposer sur des facteurs de politique extérieure. En effet, la politique extérieure régionale de l'Italie pendant la guerre froide - la Méditerranée et l'Est européen - s'explique surtout pour des raisons de politique intérieure et, à côté de celle-ci, d'expansion économique.

La gauche catholique a joué un rôle important dans ces priorités régionales. Elle a largement poussé la politique des gouvernements sous guide démo-chrétien à s'orienter vers les Arabes et les Soviétiques pour balancer l'hégémonie sur l'Italie des Etats-Unis, de l'Europe du Nord et du capitalisme. Dans l'orientation méditerranéenne, les intérêts, les attitudes et la politique du Vatican vers le Proche Orient ont beaucoup comptés aussi bien que les racines populistes et nationalistes propres aux catholiques de gauche. D'autre part, la présence du plus fort parti communiste d'Occident a orienté la politique étrangère italienne vers l'Union Soviétique - où

¹ Vice-président de l'Institut des Affaires Internationales-IAI, Rome; directeur du programme de l'Institut sur la Méditerranée et le Moyen Orient.

les communistes avaient également des intérêts économiques - et vers la Méditerranée, en tant que lieu de la lutte anti-impérialiste le plus proche de l'Italie et de l'Europe.

Aussi, ces penchants de politique extérieure ont contribué à la proximité de communistes et catholiques de gauche que tant d'importance a eue pour la politique intérieure de l'Italie pendant la période de la guerre froide. Les affaires et les hydrocarbures ont aidé cette proximité politique à se consolider, de l'ENI de M. Enrico Mattei, en passant par la Fiat en Union Soviétique et en Pologne, les approvisionnements de gaz de l'Union Soviétique après la grande crise pétrolière de 1973-74, jusqu'aux tentatives par M. Ciriaco De Mita (venant de la gauche démo-chrétienne) d'établir une relation spéciale avec le régime soviétique - il soulignait la nécessité d'un "Plan Marshall" pour aider l'URSS libéralisant de M. Gorbatchev.

En conclusion, il ne faut pas perdre de vue que les directions régionales de la politique étrangère de l'Italie vers la Méditerranée et l'Europe de l'Est ont été dans une très grande mesure les filles de l'influence à l'intérieur du pays des catholiques et des communistes et des convergences entre les deux qui ont caractérisé la politique intérieure italienne, achevant leur apogée sous le guide de M. Aldo Moro.

Du reste, il faut aussi se rappeler que, s'il est vrai que cette tendance a entraîné des priorités géopolitiques et des sensibilités - en Méditerranée, essentiellement pro-arabe et pro-palestinienne - du reste elle n'a pas entamé la solidarité atlantique ou européenne de l'Italie. Elle a imprimé une orientation méditerranéenne de fond, on pourrait dire un logo, à la politique italienne, mais cette orientation ne s'est jamais transformée dans une politique poursuivant des intérêts nationaux opposés aux intérêts de ses alliances. De temps à autre, elle a pu même apparaître comme un simple aplatissement sur les Etats-Unis. Des politiques méditerranéennes plus ambiguës furent conçues par M. Giovanni Gronchi et M. Amintore Fanfani², mais elles ne furent pas mises véritablement en pratique. La seule tentative d'envergure d'une politique méditerranéenne de l'Italie intégrant les intérêts nationaux dans le cadre des alliances a été menée par M. Bettino Craxi.

Contrairement à la mouvance catholico-communiste, plus ou moins ouvertement anti-américaine, la politique de M. Craxi ne l'était pas. Il essaya de conduire une politique de fort engagement atlantique - en particulier avec sa décision d'installer les euromissiles en Italie, entraînant ainsi une décision pareille de l'Allemagne et l'adoption de cette politique par l'Alliance - dans le but d'acquérir assez d'autorité et indépendance au niveau de la politique régionale méditerranéenne pour pouvoir mener des politiques autonomes par rapport au grand allié global. Il croyait qu'une région méditerranéenne plus autonome aurait pu établir une coopération efficace et réussir à résoudre ses conflits et gérer ses affaires avec plus de succès que les Etats-Unis. En fin des comptes, cette politique ne réussit pas. Néanmoins, elle ne fut pas une simple attitude des esprits, comme celle catholico-communiste, mais une politique destinée à acquérir un leadership régional, encadré dans une véritable stratégie globale, dans le but de mieux affirmer la taille nationale de l'Italie et ses intérêts.

De toute façon, à côté de l'orientation particulière de M. Craxi, dans les années 1980 la politique étrangère italienne et celle vers la Méditerranée subirent des évolutions qu'il convient de signaler. Jusqu'à la fin des années 1970, on pouvait constater une sorte d'opposition entre une Italie qui se voulait euro-atlantique et une autre qui, par contre, se voulait méditerranéenne

² Sergio Romano, *Guida alla politica estera italiana. Dal crollo del Fascismo al crollo del comunismo*, Rizzoli, Milano, 1993, pp. 80 et 113.

dans un sens tiers-mondiste/anti-impérialiste. Au fur et à mesure que l'intégration de l'Italie dans la Communauté Européenne s'était approfondie et que le Parti Communiste Italien s'était européisé (voire atlantisé), l'opposition en question avait changé sa signification: le pays avait acquis une conscience très largement partagée de l'importance de la Méditerranée dans la géopolitique de l'Italie indépendamment des idéologies; les oppositions et les divergences entre les forces politiques concernaient moins la Méditerranée que les politiques à suivre vers cette région.

Quelles oppositions et divergences? Dans cette période, presque tout le monde partageait le sentiment que la politique méditerranéenne de l'Italie devait faire d'abord référence à celle de l'Union Européenne. Néanmoins, autrement que la majorité gouvernementale, l'opposition communiste interprétait - sans dramatiser - cette référence à l'Europe comme le moyen de conduire des politiques indépendantes des Etats-Unis et de l'Otan. D'autre part, une grande majorité transversale appuyait les raisons de la Palestine et des Arabes dans le cadre de la ligne générale de l'Union (c'est-à-dire sans mettre en question Israël, ses raisons et sa sécurité). Une petite minorité jouait le "staunch supporter" d'Israël en montrant un certain dédain envers les Arabes et les Palestiniens.

En conclusion, à la chute du mur de Berlin toute partie prenante dans la politique italienne reconnaissait un rôle important et objectif à la Méditerranée dans le cadre de la politique étrangère du pays. Bien sûr, il y avait de différences sur les politiques à conduire, surtout sur la perspective où les politiques méditerranéennes de l'Italie devaient mieux s'insérer: si la perspective de l'Union, avec son souci pour la Palestine et ses attentions vers les Arabes ou bien celle américaine, avec son soutien escompté pour Israël; si une perspective faisant de la place aux intérêts nationaux, comme celle de M. Craxi ou bien une perspective plus orthodoxe et traditionnelle, comme celle de M. Giovanni Spadolini, le leader du petit Parti Républicain, très petit parti libéral et risorgimental, représentant de l'importante mouvance transversale italienne qui identifie l'intérêt national dans la conciliation de son allégeance à l'Europe et aux Etats-Unis. Malgré les différences entre M. Craxi et M. Spadolini, ce dernier mena lui-aussi une importante politique vers la Méditerranée, élément donc incontournable d'un acquis politique commun.

Ce cadre politique étant périmé depuis plus d'une décade comme conséquence de la fin de la guerre froide, on peut se demander qu'en est-il de la Méditerranée dans la politique extérieure de l'Italie d'aujourd'hui. Il faut bien dire, tout de suite, que le cadre de politique intérieure a fortement changé est que cela a affecté justement la politique italienne vers la Méditerranée. Le moins qu'on puisse estimer est que cette politique n'est plus la même, en particulier sous le gouvernement actuel de la coalition de droite. Cette transformation a eu un passage important pendant les années 1990.

Extrait: les débuts de la "deuxième république"

La fin de la guerre froide a entraîné un changement en Italie qui ne trouve pas des parallèles auprès des autres pays de l'Europe occidentale. La politique italienne se structure aujourd'hui en deux coalitions: une coalition néo-conservatrice de droite, basée sur des forces politiques nouvelles et, en principe, engagées dans une révision profonde de la culture politique qui a

dominé le pays jusqu'à la fin de la guerre froide, et une coalition de gauche, qui assemble un bon nombre des héritiers des forces politiques de la période qui a précédé la chute du communisme international. Les deux coalitions sont hétérogènes, mais la coalition de gauche plus que l'autre. La coalition de droite possède, avec M. Silvio Berlusconi, un leadership plus stable que l'autre. La gauche, cependant, après avoir guidé en 1992-94 la transition de la "première république" à la "deuxième" avec M. Giuliano Amato et M. Carlo A. Ciampi, une fois le premier gouvernement Berlusconi de 1994 rapidement tombé, n'a pas manqué d'exprimer des leaders de taille, comme M. Lamberto Dini, M. Romano Prodi et M. Massimo D'Alema, jusqu'en 2001 quand la très large victoire obtenue par la coalition de droite aux élections législatives lui a remis le pouvoir.

Dans le nouveau contexte, les forces qui avaient généré l'intérêt italien vers la Méditerranée sont affaiblies ou plus simplement ne sont plus là. Jusqu'aux années 1980, la Méditerranée avait été un élément de cohésion et d'identification entre forces qui cherchaient alliances et nouvelles directions, comme les communistes et les catholiques de gauche dans les années 1950-60, la gauche et le centre avec, d'abord, la coalition de centre-gauche et, depuis, la conversion des communistes à l'Europe dans les années 1960-70, et comme la tentative de M. Craxi dans les années 1980 de faire de la Méditerranée le banc d'essai d'un rôle accru de l'Italie dans le cadre atlantique et européen. La fin de la guerre froide en Europe a produit une sorte de repli de l'Europe sur elle-même auquel l'Italie a vivement participé: l'élargissement de l'Union, le développement de la démocratie dans l'Est européen et dans la Fédération Russe, les guerres dans les Balkans, les transformations dans l'Union pour renforcer son intégration et introduire l'euro, les réactions défensives face à la montée des immigrations, etc. Par conséquent, les questions sur lesquelles les forces politiques se sont mesurées dans leurs alliances et programmes ont été très peu entamées par la Méditerranée: les rapports entre les forces politiques italiennes ont fait référence de façon croissante à l'Europe et son intégration.

Cette tendance - comme on l'a déjà souligné - a été favorisée par l'accent mis par les "diessins" (de DS - Democratici di Sinistra, c'est-à-dire les ex communistes) sur la politique européenne en tant qu'orientation qui favorisait leur légitimation dans le pays et en Europe et leur permettait de garder une certaine distinction par rapport à des choix pouvant autrement apparaître trop atlantique, comme dans le cas de la politique de M. D'Alema par rapport à la guerre du Kosovo (qui a été un choix atlantique justifiée en termes de solidarité européenne). Les communistes - en général la gauche modérée et l'ensemble de la coalition de gauche - sont, bien sûr, restés intéressés au sud de la Méditerranée, surtout au sort des Palestiniens, mais il ne faut pas de doute que la priorité stratégique était passée à l'Union et que l'intérêt italien vers la Méditerranée et le Proche Orient s'identifiait aux politiques de l'Union en matière.

La considérable "européisation" de la politique méditerranéenne et proche-orientale marque la fin de l'inspiration anti-occidentale et anticapitaliste qui avait longuement allié les communistes et les catholiques de gauche. Les alliances se font au nom de l'Europe, suivant ou bien critiquant les politiques libéristes prônées par la Commission de Bruxelles et au nom du même souci d'autonomie européenne par rapport aux Etats-Unis qui caractérise plusieurs pays de l'Union. En outre, pendant toutes les années 1990, la priorité européenne de la coalition de gauche a été également déterminée par le souci de bénéficier d'une contrainte extérieure aidant à redresser la situation macroéconomique du pays pour lui permettre de faire partie de la zone

euro. Dans l'ensemble, la priorité de la gauche italienne après la guerre froide a été l'intégration européenne (et occidentale). C'est plutôt la poursuite de cette priorité que l'intérêt vers la Méditerranée qui ont contribué à solidariser les coalitions.

Ainsi, la politique étrangère de la coalition de gauche dans la première décennie de l'après guerre froide a été plus guidée par des idéaux internationalistes qu'universalistes et nationalistes. La tentative de M. Craxi d'intégrer les intérêts nationaux au sein des alliances occidentales n'a pas été retenue (peut-être à cause d'une sorte de *damnatio memoriae* lancé vers l'homme qui avait cherché à déplacer l'axe de la politique italienne de la rencontre entre catholiques et communistes à l'hégémonie des social-démocrates et social-libéraux, ainsi bouleversant les règles et les stratégies qui avaient dominé la politique italienne pendant cinquante ans). L'intérêt national a été plus que jamais identifié dans l'appartenance de l'Italie aux alliances, en particulier à l'Union Européenne. Cela ne voulait pas dire qu'il n'y a pas d'intérêts nationaux italiens, mais que les alliances servent directement ces intérêts.

Dans ce contexte, comme on l'a déjà brièvement souligné, la Méditerranée a toutefois continué d'être un "logo" important de la politique étrangère italienne. L'Italie a signé avec enthousiasme la Déclaration de Barcelone. La diplomatie italienne a suivi très professionnellement les négociations et la gestion du Partenariat Euro-Med en contribuant à son épanouissement. M. Ciampi, plus nettement et avec plus d'insistance que les autres, a soutenu l'intérêt national de l'Italie par rapport à la Méditerranée, tout en soulignant, cependant, que la manière la plus adéquate de poursuivre cet intérêt était justement de s'assurer une forte politique méditerranéenne de la part de l'Union Européenne. Aussi, une importante politique méditerranéenne de l'Union aurait évité la tendance à une marginalisation des pays de l'Europe du Sud comme conséquence de l'inclusion de l'Europe de l'Est dans l'Union. Tous les gouvernements des années 1990 l'ont suivi. Cela a fait que la politique méditerranéenne de l'Italie, tout en poursuivant des politiques bilatérales importantes dans la région, s'est surtout développé comme contribution à la politique méditerranéenne de l'Union. La perspective européenne a été, donc, dominante dans la politique méditerranéenne de l'Italie des années 1990 autant que dans la politique étrangère en général.

La question de l'intérêt national, résolue dans un sens internationaliste par les gouvernements de gauche (l'intérêt national de l'Italie est *in primis* servi par ses alliances), venait également d'être posée pendant toute la décennie dans une perspective plus traditionnelle et nationaliste par la nouvelle droite et par ces milieux intellectuels qu'en avaient été découragés pendant le climat "universaliste" qui avait dominé en absolu la période de la guerre froide et qui s'était transformé dans les années 1990 dans la ferveur européenne qu'on vient d'évoquer. La brève expérience du premier gouvernement Berlusconi en 1994 fut marquée par une recherche, voire une exaltation de l'intérêt national (qui arriva jusqu'à faire croire dans quelques milieux que l'Italie aurait pu intervenir dans le début de chaos yougoslave pour se reprendre l'Istrie). Dans ce débat sur les intérêts nationaux, largement accueilli et développé par la nouvelle revue "Limes", le néo-nationalisme italien montra très peu d'attrait pour la Méditerranée et, en général, indiqua d'autres directions géopolitiques. Cette orientation, doublé d'un euro-scepticisme pas du tout négligeable, devait revenir sur la scène aussitôt que - la gauche ayant perdu nettement les élections de 2001 - le deuxième gouvernement Berlusconi s'installa avec une majorité très confortable.

Sur la scène: la “Casa delle Libertà”

Cependant, le nationalisme qui circule dans la coalition italienne de droite, à côté des composantes xénophobes s'apparentant aux extrêmes droites européennes, fait essentiellement partie de la famille européenne des re-nationalisateurs. On a entendu quelques voix venant du nationalisme d'antan surtout dans les années 1990, quand la droite était à l'opposition et pendant le très bref gouvernement Berlusconi de 1994, mais ces voix sont résultées isolées. Le néo-nationalisme de la droite italienne aujourd'hui au pouvoir n'est pas antidémocratique mais conservateur et réaliste par rapport à la grande mouvance d'internationalisation libérale et néo-libérale de la guerre froide qui en Europe a connu son clou avec l'Union Européenne. Au sommet de la coalition, le profil est tout à fait de-ideologisé et le but essentiel est de garder les mains libres, n'importe si au nom de la nation, de la subsidiarité, de la démocratie ou du peuple. Ce souci de garder les mains libres concerne évidemment surtout l'Union Européenne. Par rapport à cette dernière, même si Alleanza Nazionale-AN et la composante catholique de la coalition, l'UDC (Union des Démocratiques Chrétiens), venant du passé de la “première république”, gardent une attitude plus ou moins favorable à l'intégration européenne, ce qui domine est l'euro-scepticisme de la plus grande partie de Forza Italia et, surtout, de la Ligue du Nord.

Ces attitudes ont mené le groupe dirigeant de la coalition à rapprocher l'axe de la politique étrangère italienne aux Etats-Unis et - on pourrait ajouter - moins à l'Alliance Atlantique qu'aux Etats-Unis en tant que nation. Les classes dirigeantes de la “première république”, fidèles aux Etats-Unis au point d'être qualifiées de “bulgares”, avaient néanmoins toujours balancé leurs allégeances américaines moyennant une contribution de taille au renforcement de l'intégration européenne. La gauche des années 1990 s'était aplatie sur l'Europe pour suppléer à sa légitimité et soutenir des réformes qu'autrement elle aurait eu du mal à imposer aux italiens. Maintenant, la droite semble s'aplatir sur les Etats-Unis pour contenir les interférences de l'Union et mieux garder ses mains libres en patrie, une fois quelques prix au niveau international payés. Quoi qu'il en soit, ce déplacement d'une priorité absolue à l'Europe dans les années 1990 à une priorité autant absolue aux Etats-Unis aujourd'hui a des impacts importants sur la politique étrangère du pays, en particulier sur la politique vers la Méditerranée et le Moyen Orient.

Apparemment tout se passe comme si rien n'était changé. La diplomatie italienne donne sa meilleure contribution au Partenariat Euro-Méditerranéen et soutient les efforts de l'Union pour contribuer aux tâches du “Quartet” en cherchant à rouvrir une voie vers la solution du conflit israélo-palestinien et des autres conflits au Proche Orient. Dans le fait, on s'aperçoit très facilement que ce tant ou peu de politique que l'Italie mène vers la Méditerranée et le Proche Orient dans le cadre de l'Union n'appartient qu'à l'ordinaire administration de l'existant. Les choix politiques véritables appartiennent à la politique nationale et cette politique est largement inspiré par l'étroite alliance bilatérale que la droite a stipulé avec les Etats-Unis et l'administration de M. George W. Bush.

Le semestre de Présidence italienne de l'Union Européenne, le deuxième de 2003, peut servir d'observatoire. Le semestre a été en effet très bien géré par le Ministère des Affaires Etrangères, mais a mis en lumière une totale inertie politique de la part du gouvernement, qui au

fond n'a que mené à bien, avec la conférence ministérielle du Partenariat Euro-Med à Naples en décembre 2003, l'agenda d'ordinaire développement des initiatives préparée par la Commission. La Présidence espagnole en 2002 s'était préoccupé de lancer des signaux et avait avancé quelques idées avec le Plan d'Action de Valencia. Beaucoup, en particulier dans le monde arabe, s'attendaient au moins à quelques gestes ou orientations. Il n'en a été de rien dans le semestre italien. Tandis que la diplomatie travaillait dans le cadre européen et dans celui du "Quartet" en essayant de faire avancer les propos partagés dans le cadre européens - comme, par exemple, la nécessité d'établir un monitoring même avant qu'on passe à la deuxième phase de la "road map", en tant que facteur favorisant ce passage - les actes et les déclarations venant du sommet du gouvernement ont laissé comprendre, au jour le jour, que les directrices politiques lourdes allaient vers des directions différentes et reflétait plutôt l'entente avec les Etats-Unis que les partenaires de l'Union.

Ainsi, le président Berlusconi au début de juin visitait M. Bush à Washington et le communiqué de la Présidence du Conseil informait qu'ils s'étaient "accordés sur la ligne" à suivre en ce qui concerne le Moyen Orient³. Depuis, le gouvernement italien a adhéré à la politique américaine d'isolement de M. Arafat, au moment où la diplomatie européenne œuvrait pour appuyer M. Abu Mazen, essayant néanmoins d'éviter de l'opposer à M. Arafat aux yeux de l'opinion publique palestinienne. Plus tard, le gouvernement a fait des déclarations d'appui et justification du "mur" que le gouvernement d'Israël est en train de construire. Plus en général, au-delà des épisodes, le gouvernement Berlusconi a été très clair dans sa politique d'appui partisan à Israël et a justifié cette politique de façon un peu jésuitique en disant que la politique européenne peut espérer d'avoir un rôle au Proche Orient, seulement si aura la confiance d'Israël. Efficace ou moins, l'abandon de l'intérêt historique de l'Italie pour le sort des palestiniens marque un véritable tournant dans la politique de l'Italie vers la Méditerranée et le Proche Orient.

Ce changement en faveur d'Israël descend de l'influence de certains groupes et personnages à l'intérieur de la coalition (qui représentaient dans les phases précédentes une opinion très minoritaire), mais vient surtout du choix pro-américain de fond. La perspective générale de la politique méditerranéenne de l'Italie est donc passé de la plate-forme européenne à celle américaine; suivant ce passage, l'Italie fait de l'ordinaire administration dans les politiques européennes vers la Méditerranée et passe du souci européen pour les raisons des palestiniens et des arabes à l'unilatéralisme pro-israélien des Etats-Unis - en particulier de l'administration de M. Bush. Finalement, encore suivant ce parcours, l'Italie se trouve pas mal engagé dans le Moyen Orient et le Grand Moyen Orient, en Iraq et en Afghanistan, dans des politiques encore une fois entraînées par des puissances majeures où Rome ne peut pas avoir un rôle politique véritable mais seulement espérer quelques avantages plus ou moins marginaux.

Epilogue

La dérive américaine de l'Italie commence à l'isoler dans le cadre européen: des directoires où elle n'est pas appelée à participer se multiplient. La suggestion que vient du passé, et qui a

³ "MO: Berlusconi, con Bush concordata linea", communiqué de presse de la Présidence du Conseil, 6 Juin 2003.

bien fonctionné en général, est qu'une politique seulement - ou trop - pro-américaine isole l'Italie en Europe, d'où la nécessité d'une politique européenne doublée d'une ferme solidarité atlantique dans le but de rechercher cas par cas le juste équilibre. Cette politique a apporté des fruits dans la guerre froide et aussi dans les années 1990, malgré son emploi un peu instrumental de la part de la gauche. La perspective européenne de la politique méditerranéenne de l'Italie a été une constante qui semble devoir disparaître avec la coalition de droite maintenant au pouvoir.

Le passage à une politique d'appui unilatéral à Israël est un autre tournant. Cette politique contribue à isoler l'Italie en Europe et à générer des obstacles dans les relations bilatérales avec les Arabes. Depuis quelques années les relations commerciales et économiques avec ce pays s'empirent de plus en plus. Une politique discriminatoire dans la région pourrait contribuer à aggraver cette tendance. D'un point de vue politique, l'Italie comme puissance seulement moyenne - et à présent en déclin - ne peut tirer aucun avantage d'une politique trop unilatéraliste.

Enfin, la politique méditerranéenne de l'Italie semble prendre le grand large vers un Orient de plus en plus éloigné et prendre plutôt l'allure d'une politique moyen-orientale où la Méditerranée a peu à faire.

Cette tendance peut s'interpréter simplement comme un autre résultat de la connexion américaine, mais il faut admettre qu'il y a là d'autres facteurs qu'y jouent et que ces mêmes facteurs influenceront également la politique de l'autre coalition, si elle réussit à prendre la relève aux prochaines élections. En effet, on ne peut pas douter qu'il y a des tendances lourdes qui dépassent la Méditerranée et le Proche Orient. L'immigration en Europe ne concerne pas la Méditerranée seulement. Le même est à dire pour ce qui est de la criminalité organisée, des trafics illégaux et de toutes questions auxquelles on se réfère comme "soft security". Ce sont plus ou moins des questions tous azimuts, où la Méditerranée joue un rôle mais ne constitue pas le seul problème.

Aussi, l'Union Européenne va adopter dans un bref délai une politique de proximité qui tend à atténuer - le moins qu'on puisse dire - ce régionalisme Euro-Med qui dans les faits s'est montré peu fructueux. Dans le cadre de la politique de proximité, les pays qui voudront ou sauront suivre l'Union le feront et les autres se trouveront à se marginaliser par eux-mêmes. Dans le cadre de la proximité il ne faut pas de doutes que la perspective historique de l'Union sur la Méditerranéenne va s'affaiblir sinon s'annuler.

Enfin, le surgissement d'un terrorisme arabo-musulman à mesure du Moyen Orient élargi (Greater Middle East) et l'occupation par les Etats-Unis de l'Iraq (faite désormais abstraction de son mérite) ont effectivement changé la géopolitique et élargi la Méditerranée au Moyen Orient, voire l'Asie centrale. L'Otan y est déjà et s'apprête à jouer un rôle croissant. Quelques américains esquissent des nouveaux desseins de coopération atlantique vers ce Moyen Orient élargi. Ce sont des points qu'il faut bien considérer et que la diplomatie italienne, dans sa nouvelle configuration "mondialisante", pourrait aider à mettre à l'ordre du jour du débat des alliés.